



La Commune



Qui trouble l'ordre public ?

Comite Chômeurs & Salariés d'Alfortville
Conseiller municipal : Daniel Petri

Après avoir refusé de prendre un arrêté municipal interdisant les expulsions de logement sous prétexte que ce serait illégal voire anti-démocratique, vous avez pris un arrêté municipal qui interdit les manifestations devant la mairie le samedi de 9 heures à 23 heures, ce qui n'est pas très démocratique.

Déclaration de Daniel Petri

Votre arrêté ne vise pas des attroupements de voyous, de racaille ou de dangereux terroristes, mais les manifestations de mères de familles, de mal-logés qui se déroulent devant la mairie chaque samedi, de 14 h 30 à 15 h 30. Vous prétendez avoir pris cette mesure dans le cadre de vos pouvoirs de police, pour empêcher les troubles à l'ordre public, conformément à l'article L 2212-2 du Code des communes. Or, cette disposition du Code des communes vous rend responsable notamment d'ordonner " la démolition ou la réparation des édifices menaçant ruine " mais aussi de " la sûreté, la sécurité et de la salubrité publiques ". Si telle était votre préoccupation, il y a longtemps que vous auriez pris les arrêtés nécessaires à l'encontre des hôtels insalubres et dangereux dans lesquels sont entassées, dans des chambres de 15 à 20 m2, des familles entières qui, maintenant, manifestent devant la mairie parce que leurs demandes de logement HLM sont bloquées. Si l'ordre public était vraiment votre souci, il y a longtemps que vous auriez fait démolir des bâtiments comme le 225, rue Paul Vaillant Couturier, où le toit risque de s'effondrer, le 2, rue Véron, le 41 bis, rue du président Kennedy, etc.

Vous refusez de reloger les familles

Pourquoi refusez-vous de prendre ces mesures ? Est-ce pour ne pas avoir à reloger les familles concernées dans le parc des logements de l'OHSA, dont vous êtes le Président ?

Quoi qu'il en soit, c'est vous, Monsieur Rouquet, qui, en ne prenant pas les mesures de protection de la population, pire, en interdisant aux mal-logés de manifester, troublez l'ordre public.

Un homme de gauche, ça n'envoie pas la police contre les mal-logés

Devant la presse, vous ne cessez de répéter que vous êtes un homme de gauche. Dont acte, Monsieur Rouquet. Mais alors, un homme de gauche, ce n'est certainement pas quelqu'un qui remet en cause le droit des gens de manifester pacifiquement, pour défendre leur vie de famille et leurs enfants, pour obtenir un toit décent et pour que soient fermés et démolis les hôtels meublés et les taudis insalubres où ils risquent leur santé et leur vie. Un homme de gauche, ce n'est certainement pas un maire qui refuse de recevoir les familles mal-logées et de leur donner un bail dans le parc des logements HLM ; ce n'est pas non plus un maire qui tente d'empêcher un conseiller municipal de gauche de faire une déclaration devant le conseil municipal au nom des mal-logés.

Un homme de gauche, ça n'envoie pas la police contre des mères de familles.

Monsieur le Député-maire, vous avez beau dire, vous avez beau faire, vous ne pourrez pas m'empêcher de parler au conseil municipal dont je suis, que cela vous plaise ou non, un élu à part entière, pas plus que vous ne pouvez empêcher les gens de faire un piquet de protestation devant la mairie le samedi.

La démocratie communale, la démocratie, tout simplement, c'est aussi cela, monsieur Rouquet.

Pour toutes ces raisons, j'exige la levée immédiate de l'arrêté du 12 avril interdisant les manifestations de mal-logés devant la mairie. Pour ces mêmes raisons, je porte plainte contre vous pour abus de pouvoir devant le tribunal administratif de Melun. Pour ces mêmes raisons, les mal-logés continueront à manifester chaque samedi, devant la mairie, à 14 h 30.

l'ordre public exige qu'il soient reçus.

Modifié le mardi 21 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie CCSA Alfortville

Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville : Pétition pour une loi interdisant les expulsions

Pour les familles frappées par la crise. Nous voulons une loi interdisant les expulsions



Comité Chômeurs - Salariés d'Alfortville : Loi el Khomri - loi « travail » , une déclaration de guerre contre les salariés, les jeunes et la population

Depuis quelques jours, un vent de fronde se lève dans tout le pays, face au projet de loi El Khomri, frauduleusement appelée « Loi Travail ». Ce projet de détruit, d'un seul coup, les... >>

HALTE A LA RECUPERATION !

Le Comité chômeurs-salariés d'Alfortville ne donnera aucune consigne de vote aux Municipales, considérant que PERSONNE NE NOUS REPRESENTE, nous, les chômeurs, nous, les mal-logés, nous, les... >>

Halte aux expulsions

A nouveau, le CCSA mène campagne contre les expulsions de logement. Mais, cette fois, se dessine la possibilité de la constitution d'un collectif unitaire de défense contre les expulsions à... >>

l'unité contre les expulsions

Le 30 octobre 2009, les habitants du 2, rue Veron, considérés comme " squatters ", étaient expulsés par les forces de l'ordre de cet immeuble, après quatre années de bataille pour leur droit au... >>

Pour sauver le droit au logement

Depuis 15 ans, le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville combat pour la défense du droit au logement. Ce combat a permis le relogement de plus de 300 familles mal logées et sans logis en HLM... >>
